DOCUMENTS

MODULE ASIE

SOUS - MODULE N°2: LA CHINE

CHAPITRE 1: LE DECOLLAGE D'UNE « OIE GEANTE »

LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter la plateforme de suivi des politiques du FMI "Policy Responses to COVID-19".

La Chine est la deuxième économie mondiale, le plus grand exportateur et possède les plus grandes réserves de change au monde. Cependant, même si la Chine a l'un des PIB à la croissance la plus rapide au monde, sa croissance économique a été brutalement ralentie à 2,3 % en 2020, contre 6 % en 2019, en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19. Le contexte de 2019 était déjà le résultat d'un ralentissement structurel, alors que l'économie s'éloigne d'un modèle de croissance tiré par l'investissement et que le gouvernement met en œuvre des politiques visant à réduire les vulnérabilités financières. À l'époque, une demande extérieure résiliente et une consommation intérieure robuste des ménages ont soutenu cette croissance, malgré les inquiétudes croissantes concernant les risques financiers dans le cadre d'une restructuration économique menée par le gouvernement. En 2021, la croissance est revenue en force à 8 %. De nouveaux secteurs comme le commerce électronique et les services financiers en ligne prennent de l'ampleur dans une économie dominée par des secteurs axés sur l'exportation. Selon les prévisions d'octobre 2021 du FMI, la tendance du PIB devrait se stabiliser à 5,6 % en 2022 et 5,3 % en 2023.

Fin 2021, l'inflation a atteint 1,1 % et elle devrait se stabiliser à 1,8 % et 1,9 % en 2022 et 2023 (FMI, octobre 2021). La dette publique est un motif d'inquiétude en Chine. Bien que le chiffre officiel pour 2021 soit de 68,9 %, le nombre réel est considéré comme beaucoup plus élevé et devrait augmenter dans les années à venir. Selon un rapport publié par l'Institute of International Finance, l'encours total de la dette des entreprises, des ménages et des gouvernements du pays dépasse désormais 303 % du produit intérieur brut et représente environ 15 % de l'ensemble de la dette mondiale. Dernièrement, le gouvernement a ciblé des réductions de dépenses dans son budget et le président Xi Jinping a déclaré que la réduction des prêts aux entreprises publiques gonflées était "la priorité des priorités". Néanmoins, le FMI prévoit une augmentation de la dette publique à l'avenir, atteignant 72,1% en 2022 et 74,5% en 2023. En raison de la pandémie de COVID-19, le solde budgétaire du gouvernement a atteint un niveau record de -9,5% du PIB en 2020 contre -5,9% l'année précédente, mais est ensuite revenu à 6,9% en 2022, une tendance qui devrait se maintenir en 2022 et 2023, où elle est estimée à -6,5 % et -6 %, respectivement. D'un autre côté, la Chine dispose encore d'importantes réserves de devises étrangères, selon les estimations du fonctionnaire chinois avoirs de réserve à 3 200 milliards USD en janvier 2022, ce qui pourrait servir de tampon à la volatilité souveraine extérieure, ainsi qu'un excédent du compte courant estimé à 275,7 milliards USD en 2022 (FMI, octobre 2021). La consommation doit encore se remettre du coup causé par l'épidémie de COVID-19. Même si les ventes de produits de luxe sont en plein essor et que les recettes du box-office ont atteint de nouveaux sommets, l'absence de reprise de l'emploi et la baisse des revenus des ménages signifient que les perspectives d'une reprise complète de la consommation ne sont pas brillantes (OCDE, 2021).

En 2022, le défi le plus immédiat du pays reste lié aux impacts économiques, sociaux et de santé publique de la pandémie de COVID-19. De plus, la Chine doit faire face à de nombreux défis : une population vieillissante et une main-d'œuvre en baisse, le manque d'ouverture de son système politique et des problèmes de compétitivité dans une économie dépendante de dépenses d'investissement élevées et de l'expansion du crédit. Un écart important subsiste entre le niveau de vie des villes et celui des campagnes, entre les zones urbaines de la côte chinoise et l'intérieur et l'ouest du pays, ainsi qu'entre les classes moyennes urbaines et celles qui n'ont pas pu profiter de la croissance des dernières décennies. Ces inégalités deviennent de plus en plus inquiétantes tant pour les autorités chinoises que pour les investisseurs, d'où le vœu de Xi Jinping d'achever l'éradication de la pauvreté rurale d'ici 2020 suivi de son discours l'année suivante, déclarant que la « tâche ardue d'éradiquer l'extrême pauvreté a été accomplie » (BBC News, février 2021), même si la référence nationale utilisée par le gouvernement chinois est légèrement supérieure au seuil de pauvreté de 1,90 USD par jour utilisé par la Banque mondiale pour examiner la pauvreté dans le monde.

Selon le ministre des Ressources humaines et de la Sécurité sociale Yin Weimin, le faible taux de chômage de ces dernières années est en grande partie dû à la nouvelle économie numérique et à l'entrepreneuriat. De nombreux analystes affirment cependant que le chiffre du gouvernement n'est pas un indicateur fiable des niveaux d'emploi nationaux, car il ne prend en compte que l'emploi dans les zones urbaines et ne mesure pas les millions de travailleurs migrants qui arrivent dans le pays chaque année. Malgré le contexte mondial, le taux de chômage a légèrement diminué, passant de 4,2 % en 2020 à 3,8 % en 2021. Le FMI s'attend à ce que le taux revienne aux niveaux d'avant la pandémie de 3,7 % en 2022 et de 3,6 % en 2023.

Indicateurs de croissance	2020	2021 (e)	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)
PIB (milliards USD)	14,00	17,00	20,00	21,00	23,00
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,2	8,1	3,2	4,4	4,5
PIB par habitant (USD)	10e	12	14	15	16
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-8,1	-5,5	-8,0	-6,5	-6,9
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	68,1	71,5	76,9	84,1	89,8
Taux d'inflation (%)	2,4	0,9	2,2	2,2	1,9
Taux de chômage (% de la population active)	4,2	4,0	4,2	4,1	3,9
Balance des transactions courantes (milliards USD)	248,8	317,30	329,59	279,29	249,78
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	1,7	1,8	1,6	1,3	1,1

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Latest available data

Note: (e) Estimated Data

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

L'économie chinoise est très diversifiée, dominée par les secteurs manufacturier et agricole. La Chine est le pays le plus peuplé du monde et l'un des plus grands producteurs et consommateurs de produits agricoles. On estime que le secteur agricole employait 24,7 % de la population active en 2021 (Banque mondiale, 2022) et représentait 7,7 % du PIB, bien que seulement 15 % du sol chinois (environ 1,2 M km²) soit arable. La Chine est le premier producteur mondial de céréales, de riz, de coton, de pommes de terre et de thé. En matière d'élevage, il domine également l'élevage ovin et porcin ainsi que la production mondiale de poisson. Une série de plans ont visé à transformer, moderniser et diversifier l'agriculture pour accroître la productivité. En outre, le pays est riche en ressources naturelles et possède d'importantes réserves de charbon (la principale source d'énergie du pays), qui représentent les deux tiers de la consommation totale d'énergie primaire. La Chine est le leader mondial de la production de certains minerais (étain, fer, or, phosphates, zinc et titane) et dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, faisant du pays le septième producteur de pétrole au monde, avec 3,38 millions de barils produits par jour en 2021.

Le secteur industriel a contribué à environ 37,8 % du PIB de la Chine et employé 27 % de la population en 2021 (Banque mondiale, 2022). La Chine est devenue l'une des destinations préférées pour l'externalisation des unités de fabrication mondiales grâce à son marché du travail bon marché, malgré une augmentation des coûts de main-d'œuvre ces dernières années. Le développement économique de la Chine a coïncidé principalement avec le développement d'un secteur manufacturier compétitif et tourné vers l'extérieur. Plus de la moitié des exportations chinoises sont réalisées par des entreprises à capitaux étrangers. Leur part dans la valeur ajoutée du secteur varie selon les branches : plus de 60 % pour l'électronique et moins de 20 % pour la majorité des biens de production. Le secteur public contribue encore à environ 39% du PIB.

La part du secteur des services dans le PIB est d'environ 54,5 % et il employait environ 47 % de la main-d'œuvre en 2021 (Banque mondiale, 2022). Même si la part du secteur dans le PIB a augmenté ces dernières années, le secteur des services dans son ensemble, alourdi par des monopoles publics et des réglementations restrictives, n'a pas progressé. Le développement du secteur a été limité par l'accent mis par le pays sur les exportations de produits manufacturés et les obstacles importants à l'investissement dans le secteur. Cependant, le gouvernement chinois s'est récemment concentré davantage sur les secteurs des services, en particulier dans des sous-secteurs tels que la finance, la logistique, l'éducation, la santé et il vise également à se classer parmi les principaux exportateurs pour le transport, le tourisme et la construction.

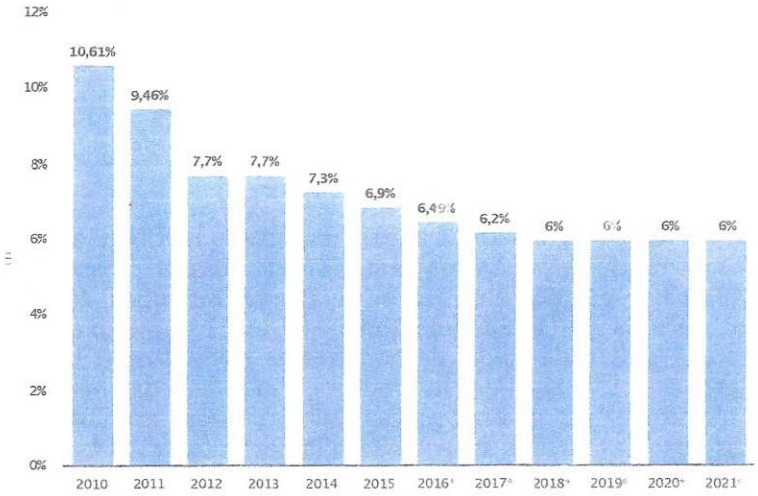
La pandémie de COVID-19 a eu un impact puissant sur l'économie mondiale depuis 2020. Néanmoins, la reprise mondiale se poursuit, même si la dynamique s'est affaiblie vers la fin de 2021 et que l'incertitude s'est accrue à mesure que la pandémie resurgissait, laissant des empreintes durables sur les marchés moyens. performances à terme. La flambée de l'inflation mondiale inquiète les investisseurs quant à la croissance future, mais de nombreux économistes affirment que les flambées des prix s'atténueront, laissant la place à une croissance du PIB mondial de 4,7 % en 2022 (Fonds monétaire international - FMI, 2022 et Morgan Stanley, 2021). L'impact de la pandémie semble avoir affecté les deux côtés de la plupart des secteurs et des marchés en Chine pour la deuxième année consécutive, les perturbations de la demande se sont heurtées à des problèmes d'approvisionnement, rendant les perspectives à court terme incertaines pour l'agriculture, l'industrie et les secteurs des services.

Chiffres 2020

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	25,3	27,4	47,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	7,7	37,8	54,5
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	3,0	2,6	2,1

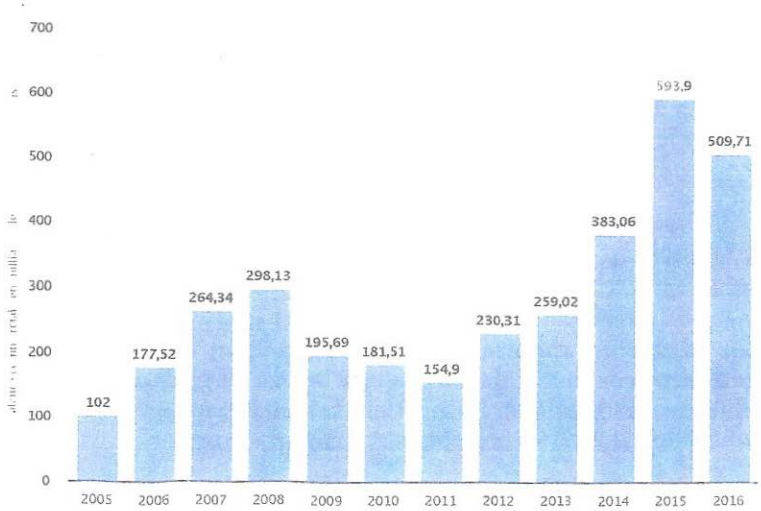
Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

Croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine de 2010 à 2021



2

Balance commerciale de la Chine de 2005 à 2016 (en milliards de dollars des États-Unis)



2 Bio

3

	Année	Nom	Statut
▲	1980	4 ZES *(Zone Économique Spéciale)*	- Impôt sur les bénéfices : 15 % mais « joint-ventures » exonérés pendant 2 ans à compter de la première année bénéficiaire (1 an pour les services). - Exonéré de droits d'exportation. - Exonéré de « business tax » sur les ventes dans la zone et aux exportations. - TVA réduite à 9 % pour les exportations.
▭	1987	ZES de Hainan	- Comme les ZES (ci-dessus), en mieux.
☆	1990	ZES de Pudong *(à Shanghai)*	- Exonération de TVA sur les intrants importés pour la production. - Exonéré de « business tax » aux exportations.
△	1992	Kuming	
○	1984	14 villes ouvertes	- Impôt sur les bénéfices : 24 % *(15 % pour les investissements à fort contenu technologique et dans les infrastructures)* - TVA et « business tax » : cf. Hainan.
▭	1985	3 deltas en « zone de coopération économique	
▭	1987	ZEP/R du Guangdong ZEO du Liaodong et du Shandong	
▭ ▭	1988	Villes et ports « côtiers » ouverts et leur province	
▭ ◇	1992	Plan de développement du Yangzi	
◇	1992	ZDET *(Zone de Développement Économique et Technique)*	
▭		Zone intérieure du pays	- Impôts sur les bénéfices : *33 % (capital étranger)* *55 % (capital chinois 100 %)* - TVA : 17,5 %. - Pas des droits d'exportation.

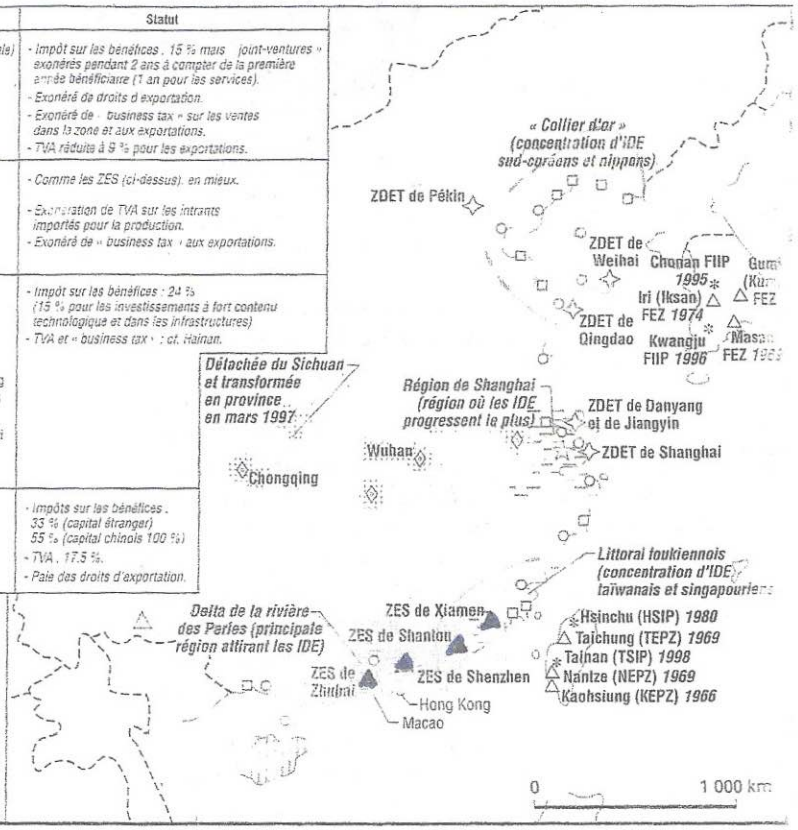
À Taïwan et en Corée du Sud :

△ Modèle des ZES chinoises
EPZ *(Export Processing Zone)*
FEZ *(Free Export Zone)*

✲ Modèle des ZDET chinoises *(zones réservées à la haute technologie)*
SIP : *Science-based Industrial Park*
FIIP *Foreign Investors Industrial Parks*

1969 Année d'ouverture

D'après L'Économie de la Chine, *Pierre Gentelle, 1994 ;*
L'Usine nouvelle, *mars 1995 ;*
MOA (Taïwan) ; KOTRA (Corée du Sud).



Deng Xiaoping – Biographie

Nicolas MOULIN

7 septembre 2014

Né le 22 août 1904 à Guang'an dans la province du Sichuan, et mort le 19 février 1997 à Pékin.

Deng Xiaoping est né dans une famille de 6 enfants. Il fait des études jusqu'au secondaire où, en 1919, il est repéré pour aller travailler en France. Il arrive en octobre 1920 à Paris. Il y apprend la condition d'ouvrier et rencontre Zhou Enlai, le fondateur du parti communiste chinois. Deng le rejoint au parti en 1923, deux ans après sa fondation. En 1926 il se rend à Moscou où il apprend les principes du marxisme-léninisme. Il rentre en Chine à la fin de l'année. Deng rejoint alors en 1927 la révolution communiste menée par Mao Zedong. Il reste quelque temps à Shangai où il aide à organiser des manifestations réprimées par le Kuomintang.



Deng Xiaoping, leader réformateur de la République Populaire de Chine. Il adhérera d'abord aux idées de Mao avant d'être en conflit avec lui pendant 8 ans et de démanteler ses politiques.

Deng Xiaoping devient un membre de premier plan du parti à partir de la Conférence de Zunyi, au début de la Longue Marche en 1934. Communistes et Nationalistes doivent finalement coopérer lorsque le Japon envahi la Chine en 1937. Deng est fréquemment sur le front et lorsque la guerre se termine et que Nationalistes et Communistes reprennent les hostilités, il est chef de la propagande. Le 1er octobre 1949, la République populaire de Chine est fondée. A partir de 1952, Deng rentre à Pékin occuper différents postes de premier plan et contribue en 1957 à la purge politique féroce ordonnée par Mao contre ceux qui le critiquent. Puis Deng est écarté du pouvoir en 1968 durant la Révolution culturelle où il est représenté comme un dangereux capitaliste. Il est exilé dans la province rurale du Jiangxi pour être rééduqué. Deng envoie à Mao une lettre reconnaissant toutes ses fautes et est réintégré au parti en février 1973.

Le 20 mars 1973, il est cantonné aux affaires étrangères alors que Mao et la Bande des Quatre dirigent le pays d'une main de fer. Deng connaît à nouveau une disgrâce après les heurts qui ont suivi la mort de Zhou Enlai

en janvier 1976. Après la mort de Mao le 9 septembre 1976, Deng peut enfin revenir à Pékin. Hua Guofeng, successeur de Mao, se débarrasse de la Bande des Quatre et appelle Deng pour asseoir sa crédibilité politique et économique alors que le parti se déchire entre réformateurs et maoïstes. Deng se rend incontournable, et en 1978, il devient dirigeant de la Chine. Il instaure une série de mesures choc : les Quatre modernisations en 1980. La RPC récupère Honk Kong, et est officiellement reconnue par les Etats-Unis. La politique de l'enfant unique est mise en place. Le développement du sentiment démocratique et de l'opposition au pouvoir autoritaire suit ces changements.

La mort du réformateur Hu Yaobang le 15 avril 1989 déclenche de fortes manifestations notamment place Tian'anmen. Le Bureau politique se divise entre partisans de la force et du dialogue. Deng hésite mais finit par autoriser la force le 4 juin 1989. Il quitte ses fonctions politiques en 1989 et laisse à l'ancien maire de Shangai, Jiang Zemin, la politique quotidienne du pays. Il continue cependant d'agir en imposant la libéralisation économique aux conservateurs et en prononçant des discours annonçant l'approfondissement des réformes mises en place. Il meurt à Pekin le 19 février 1997 à 92 ans d'une infection aux poumons et de la maladie de Parkinson.